

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 36 - 1 FRANC - 5-1-1972

RÉPUBLIQUE OU MONARCHIE :

JACQUES LAURENT

PRIX GONCOURT 1971

PREND POSITION

LE PETIT MANUEL ROYALISTE

L'Institut de Politique Nationale de la Nouvelle Action française vient de publier la première partie du **Petit manuel royaliste** intitulée **La France** (1). Suivront, au cours de cette année, deux autres parutions : **Les grands courants politiques contemporains** (libéralisme, démocratismes chrétien, socialisme utopique, socialisme scientifique, contre-révolution), et **L'Action française** (naissance de l'A.F., les principales étapes, les choix stratégiques, la Nouvelle Action française, les chances de succès). Nous voudrions présenter ici à nos lecteurs, à la fois la perspective d'ensemble de l'ouvrage et les idées maîtresses de la première parution : **La France**.

INITIER LES INTELLIGENCES

La création du **Petit manuel royaliste** correspond au souci de transmettre la doctrine d'Action française en évitant les écueils traditionnels : l'impossibilité de se procurer aujourd'hui les livres de nos maîtres et la difficulté de regrouper dans des cercles d'études de niveau homogène un public autre que lycéen ou étudiant. Notre but est de faire acquérir à tous une bonne culture générale d'Action française en leur offrant la possibilité de travailler individuellement lorsque toutes les conditions ne sont pas réunies pour le travail de groupe dans les cercles d'études. Précisons notre propos en répondant à trois questions :

- A qui s'adresse le **Petit manuel royaliste** ?
- Comment l'utiliser ?
- Quelle est sa place dans l'itinéraire intellectuel du militant ?

a) Le **Petit manuel royaliste** s'adresse à tous. Les militants, quel que soit leur niveau de formation, y puiseront les connaissances élémentaires qu'ils ne peuvent pas se permettre d'ignorer ; ceux qui les possèdent déjà auront l'occasion de vérifier leur degré de formation et de procéder à un éventuel « recyclage ». Les sympathisants pourront avancer dans leurs recherches en y trouvant un exposé synthétique des idées d'Action française. Quant aux adversaires et aux simples curieux, cet ouvrage offre l'avantage de faire une mise au point redressant les idées toutes faites et de faire connaître en peu de temps les grands thèmes de notre combat.

b) Le **Petit manuel royaliste** est conçu comme une invitation et une incitation au travail personnel. Chaque partie est divisée en cinq fascicules correspondant chacun à une leçon construite sur le schéma suivant : texte d'initiation pour alimenter la réflexion du lecteur, réponses à des objections, morceaux choisis et bibliographie. Notre perspective est à la fois pratique (tournée vers la discussion militante) et théorique (orientation vers des pistes de recherche). Pour ceux qui ont la possibilité de participer aux cercles d'études d'initiation, l'étude du **Petit manuel royaliste** en tant que réflexion préalable au travail de groupe, est absolument indispensable.

c) L'étude du **Petit manuel royaliste** constitue la première étape de l'itinéraire intellectuel du militant : l'enregistrement (durée : un an environ). Elle se termine par une vérification des connaissances qui permet de passer

à l'étape suivante : l'approfondissement, sous la direction d'un « patron » chargé de diriger personnellement les travaux du militant et de le préparer à la transmission de la doctrine d'Action française (formation pédagogique). A la fin de cette dernière étape, le militant est apte à enseigner lui-même et à animer le travail de groupe. Tel est le processus qui doit nous permettre de faire de l'Institut de Politique Nationale le creuset d'une véritable école de pensée.

REDÉCOUVRIR LE POURQUOI DE NOTRE COMMUNAUTÉ NATIONALE

La mission de l'école d'Action française est de lutter pour le maintien de l'être collectif français. Voilà pourquoi nous sommes nationalistes et monarchistes. Mais le débat ne se situe plus seulement au niveau du bien-fondé d'un régime politique ; il engage l'existence même de notre nation. Pour nous, la nation française est un fait et un bienfait. Savons-nous le démontrer ou le montrer à nos concitoyens ?

La plupart des Français ignorent aujourd'hui le pourquoi de leur communauté historique et beaucoup se tournent vers les chimères atlantistes, européistes ou marxistes. Ne les accusons pas trop vite ! Qui leur a jamais appris l'origine de l'amitié française ? Avons-nous fait un effort suffisant pour le leur apprendre ou le leur rappeler ?

« Rien ne serait plus précieux que d'avoir des Français unis par des liens d'amitié. Mais, pour les avoir tels, il faut en prendre les moyens. On fera plus pour l'amitié des Français en disant l'origine et les fortes raisons de leur communauté nationale qu'en leur imputant d'ores et déjà des sympathies théoriques obligatoires. Les Français d'aujourd'hui s'étonneront si on commence par leur affirmer le caractère forcément amical de leurs relations civiques, car la vie sociale n'est aucunement une idylle, et les démentis à ce rêve ne cesseront de pleuvoir en fait, multipliant les sujets de déception et d'initiation par lesquels l'amitié effective sera retardée. » (Charles Maurras, *Mes Idées politiques*, p. 278.)

Toute une rééducation intellectuelle est donc nécessaire. Mais comment la démarrer ? Nous avons obéi à un double souci : d'une

part, partir de ce qui est admis pour faire admettre plus, de ce qui est indiscutable pour amener progressivement sur les points de discussion, de ce qui est vécu et vivant pour faire remonter aux principes fondamentaux en évitant une présentation trop abstraite ; d'autre part, faire volontairement de la France le pivot de notre réflexion.

« Il faut commencer par le commencement, il faut commencer par affirmer, enseigner, distribuer une doctrine positive, qui puisse intéresser l'ensemble des cerveaux et des cœurs. La discussion viendra ensuite. Commencez par poser l'idée de la France. Faites que vos contradicteurs à venir soient portés à donner la même importance que vous à l'indépendance française. Pour cela, développez la philosophie du nationalisme français. Motivez avec force les sentiments que vous voudriez enraciner parmi les esprits cultivés. Le meilleur moyen de prouver la valeur de l'idée de patrie, c'est de montrer de façon concrète ce que la nôtre vaut, ce que nous lui devons, comment elle nous enveloppe, nous soutient et nous prédestine de toute part. Notre histoire, bien analysée, peut égarer le plus émouvant des poèmes. » (Charles Maurras, *Mes Idées politiques*, p. 285.)

D'où une présentation en cinq leçons :

- La constitution historique de la France.
- La richesse de l'héritage français.
- La protection de l'identité française (le nationalisme).
- Les institutions monarchiques.
- La France et son destin.

Nous conseillons à nos lecteurs de se procurer ce petit ouvrage. Des explications complémentaires sur la manière de parcourir son « itinéraire intellectuel » seront données dans de prochains articles au fur et à mesure de la mise en place des structures de l'Institut de Politique Nationale. Pour tous renseignements, s'adresser à : La Nouvelle Action Française, Secrétariat de l'I.P.N., 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris (1^{er}).

Michel GIRAUD,

Directeur national des cercles d'études et du matériel pédagogique.

(1) *La France* : document ronéotypé de 140 pages divisé en cinq fascicules. En vente à nos bureaux : 4 F (+ 1,50 F franco).

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom)
demeurant (rue) n°
à (ville) (département)

souscris un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
(Tarif normal : 35 F. — Etranger : 45 F. — Etranger avion : 75 F)

- chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)
- chèque bancaire joint
- mandat-lettre joint

Date et signature :

EDITORIAL

« La cinquième République stable dans la France en crise. » Ce titre du numéro de novembre d'« A.F. Université » résume parfaitement la situation politique de la France en 1971.

Nous ne sommes plus, en effet, en 1934 ou en 1936. Le parlementarisme moribond des années d'avant-guerre a été remplacé par un pouvoir exécutif ferme, soutenu par un « parti d'électeurs » efficace et par une technocratie solidement installée dans l'Etat. Le capitalisme, ayant abandonné les schémas libéraux, parvient maintenant à éviter le retour des grandes crises cycliques. Quant à la Révolution, menaçante en 1936, elle n'inquiète plus guère. Le parti communiste, aux drapeaux rouges et aux poings levés, se transforme en un parti de type social-démocrate, dont les seules ambitions sont d'ordre électoral et qui regarde de moins en moins vers la « Russie des soviets » tant il devient évident qu'il est de moins en moins soviétique et de plus en plus russe.

Quant aux événements qui constituaient autrefois la trame de la vie politique, ils semblent maintenant bien anodins en dépit des efforts de certains pour les dramatiser. Les foudres de tel ou tel député n'affectent guère la majorité et la « marée des scandales » n'est qu'une marée de morte-eau qui ne rompra certainement pas les digues.

La République serait-elle parvenue à faire régner

l'ordre et la stabilité ? N'en croyons rien car la situation actuelle, sous ses aspects rassurants, masque de multiples possibilités d'explosion. Une décentralisation escamotée, un urbanisme inhumain, un travail dépourvu de sens et des loisirs industrialisés, un Etat bureaucratique indifférent à la vie des Français, une jeunesse qui ne sait plus où elle va, tels sont les principaux aspects de la crise que notre pays connaît depuis trop longtemps. Cette crise est encore latente et les Français insatisfaits de leurs conditions de vie n'en sont pas encore à remettre en cause l'ensemble du système.

Mai 1968 avait éclaté par un beau printemps et dans une France quiète. Les causes de la révolte demeurant, il ne fait pas de doute que notre pays connaîtra d'autres sursauts, aussi brusques et aussi violents. Il s'agira alors de les débarrasser de leur romantisme stérile, de les préserver de l'exploitation des uns et de la récupération des autres, il faudra leur donner un but commun. La restauration de la monarchie peut devenir l'objectif des révoltes qui se préparent. Du moins si nous savons convaincre ceux qui entraînent la masse. Du moins si, comme nous le conseille Jacques Laurent, nous savons donner à ceux qui luttent les arguments et les solutions qui leur sont nécessaires pour poursuivre leur contestation. Et pour la faire aboutir.

N.A.F.

NAF TÉLEX

NAF TELEX

NAF TELEX

NAF TÉLEX

● MORNE 1^{er} JANVIER. — La nuit de la nouvelle année est bien triste à Paris. Si l'on veut échapper à l'abêtissement télévisé, il faut se livrer au veau d'or qui ce soir-là s'empare de toute la restauration parisienne. Qu'est-ce que cette fête où le pauvre est bafoué ?... La fête n'était pas non plus dans la rue. Il y eut, il est vrai, les incidents du boulevard Saint-Michel, mais c'était dans les normes. Il fallait bien que manifestants et C.R.S. essaient de tromper l'ennui. La seule « fête populaire » organisée à Paris, dans le XIV^e, distillait le plus mortel ennui. Qui nous rendra la fête, la vraie ?

● VŒUX DE POMPIDOU. — Rien d'original dans les vœux de Pompidou au pays. Par contre, on retient plutôt ses propos aux corps constitués : « L'histoire nous montre que notre peuple, voué par la nature aux divisions et à l'individualisme le plus extrême, n'a pu au cours des siècles constituer la nation française que par l'action de l'Etat. » Très juste. Mais il est tout à fait abusif de mettre sur le même pied l'action des rois fondateurs de la France et celle de l'Empire et de la République. Si le but de l'Etat est d'incarner l'unité du pays,

de favoriser les libertés et d'être générateur de justice, il faut avouer, Monsieur le Président, que la République représente l'exacte antithèse d'un Etat digne de ce nom.

● VŒUX DU PAPE. — Paul VI, qui a placé le 1^{er} janvier sous l'égide de la paix, s'en est pris au faux ordre apparent derrière lequel se cachent toutes les misères et les injustices du monde. Et le Pape de rappeler l'éminente dignité de l'homme, quelle que soit sa condition sociale, sa couleur, son rôle politique. « Plus l'homme est petit, pauvre, souffrant, sans défense, déchu même, et plus il mérite d'être assisté, soulagé, soigné, honoré. » C'est à l'Eglise de rappeler ce précepte évangélique élémentaire et de le faire rayonner. Encore faut-il qu'elle soit elle-même, qu'elle vive et ne s'épuise pas à vouloir épouser le train du monde. Et puis il faut un ordre politique que l'idéologie démocratique est impuissante à créer. Mais cela on ne le dit pas...

● MAURICE CHEVALIER. — La mort de Maurice Chevalier le 1^{er} janvier a été prise avec émotion par les Français très attachés à ce contemporain de la Tour Eiffel,

qui avait su garder toute sa jeunesse à 34 ans. Il est malheureusement mort trop tard pour *France-Dimanche* qui a dû s'empressement de retirer des kiosques son édition de la semaine dernière. Sa rédaction, très pressée, avait en effet décidé qu'il mourrait huit jours avant sa mort, et avait décrété celle-ci avec le luxe de détails habituels à ce genre de publication.

● NOUVELLE AFFAIRE DE FUITE A WASHINGTON. — Le journaliste Jack Anderson vient de fournir le compte rendu des délibérations « secrètes » du gouvernement américain pendant le conflit indo-pakistanaï. Il en ressort que Nixon voulait s'engager ouvertement pour le Pakistan contre l'Inde, délivrer du matériel militaire à Yahya Khan et avait envoyé un détachement de la VII^e Flotte dans le golfe du Bengale pour intimider New-Delhi.

Que l'on considère à Washington que ce qui se passe au Conseil de sécurité constitue une farce ne nous étonne pas et ne nous scandalise pas. Par contre, nous nous interrogeons sur un Etat qui laisse divulguer ses secrets, un Etat qui est le premier du monde et prétend régenter l'univers...

UTOPIE ET POLITIQUE

Il faudrait citer entièrement l'éditorial de Jean Daniel dans le dernier numéro du *Nouvel Observateur*. Il pose, en effet, une des questions les plus essentielles, peut-être la plus essentielle, que suscite le développement de la société industrielle (au sens le plus large du mot). Chose remarquable, cette question est posée à la lumière de l'essai de Thomas Molnar : « *La gauche vue d'en face* », publié il y a deux ans au Seuil. Cet ouvrage, écrit Jean Daniel, aurait plus justement mérité le succès que connaissent aujourd'hui les best-sellers de la contre-contestation.

Molnar écrivait : « ...l'événement décisif paraît être, aujourd'hui, le renforcement de l'utopisme inhérent à la société américaine et qui la fait glisser culturellement toujours plus à gauche. L'impact de ce renfort apporté à la gauche utopiste occidentale est incalculable car l'Amérique, malgré la détestation universelle qui semble l'entourer, surtout depuis la guerre du Vietnam, est devenue le modèle de ses ennemis autant que de ses amis. Elle présente les deux caractéristiques qui sont les conditions de l'ultra-gauche : une société dont la philosophie s'incarne dans le changement perpétuel, et un réseau de communications capable de maintenir la population dans un état d'excitation permanente ».

L'utopie se définissant comme la négation de l'institution, constituée, selon Thomas Molnar, le contraire de la politique qui se définit elle-même comme la gestion de l'institution. Or, il se trouve que l'utopie est sans cesse assimilée, récupérée, « instrumentalisée » par la politique. En effet, il existe une continue synthèse entre l'administration et l'intelligentsia.

Le propre de la classe dirigeante (ou technobureaucratique) étant de ne pas avoir d'idéologie bien déterminée en dehors d'une religiosité de l'efficacité et de l'abondance, on comprend que les idées répandues dans les cercles universitaires, artistiques, soient accueillies pour combler un vide culturel effrayant. Mais du coup la puissance révolutionnaire de la contestation s'émousse, les idées les plus subversives se transforment en gadget de consommation courante.

Pourtant, écrit Jean Daniel, la cause n'est pas désespérée : « Nous ne pensons pas, quelle que soit l'incroyable souplesse des Etats-Unis et de son capitalisme, pour s'adapter et digérer les changements, qu'il puisse y avoir des remèdes technologiques aux maladies de la technocratie. » Comment ne pas donner raison là-dessus au rédacteur en chef du *Nouvel Observateur* ? Comment ne pas l'approuver également quand, répondant aux défenseurs euphoriques de l'établissement, les Parwels, les Revel, les Saint-Géours, il écrit : « Au lieu de s'interroger sur la signification du gauchisme, ils prennent pour cible facile le comportement le plus caricatural de certains gauchistes. Au lieu d'analyser les fondements de l'informe et confuse puissance de l'utopie, les voici qui nous réservent une description des vertus, des progrès du capitalisme, dont Marx avait fait l'éloge bien avant eux... »

Jean Daniel met bien le doigt sur l'irré-

parable faiblesse de pensée de la droite, même lorsqu'elle se prétend réactionnaire. S'opposant au changement perpétuel de la gauche, elle défend la stabilité. Mais du coup, elle perd de vue que la stabilité pure n'existe pas, ou plus exactement que la stabilité ne se conçoit qu'à travers le mouvement : PANTA REI, disait le vieux philosophe, tout coule. Et il avait raison. Tout est soumis dans le cosmos à la loi du temps, à la dégradation universelle de l'entropie ou à l'éclatement toujours renouvelé des forces de la vie. Il est vrai que sous cet universel changement demeure une stabilité structurelle qui en définitive est source du mouvement et du jaillissement de la vie. Mais oublier que cet ordre structurel est toujours en devenir, en révolution permanente, c'est ne rien comprendre à l'immense question de l'ordre. D'où la faiblesse insigne de certains courants de pensée qui se réclament de l'ordre naturel.

Dans le domaine de l'activité humaine, de la civilisation, cet oubli est d'autant plus grave que le royaume de la liberté doit s'y déployer. Or la liberté est invention, perpétuelle création. Elle ne saurait être uniquement obéissance mécanique à des lois implacables, à un ordre figé. Une certaine droite, dans son inconscience, ne s'aperçoit pas qu'elle est dans le fond hegelienne et que pour elle le déroulement de l'histoire est aussi mécanique que chez Marx et la liberté (sauf celle du péché et encore...) une « ruse de la raison », une pure illusion. J'allais écrire méchamment que pour certains, il n'existe qu'une liberté, celle du péché...

Pratiquement cette position mène au conservatisme le plus plat. Au nom de la stabilité on conserve n'importe quoi, y compris les acquis révolutionnaires les plus contestables. Toute contestation devient maudite, même celle qui s'attaque aux effets des idéologies révolutionnaires, qu'elles soient libérales ou technocratiques. Sous prétexte de défendre l'ordre, on défend avec acharnement le désordre établi. Ainsi, me suis-je fait très sévèrement prendre à partie, il y a un an, parce que je m'en étais pris à la « société ». Position anarchiste ! Concession inadmissible au gauchisme, etc.

Ce n'était pourtant pas ma faute si cette société est au sens métaphysique (au sens de Maurras, non pas au sens conservateur) révolutionnaire ; si elle a été modelée par le libéralisme, et refaçonée par la technocratie. A ce compte il faudrait défendre la société soviétique ou tchécoslovaque parce qu'elle constitue l'ordre, l'ordre établi. Ah oui, certes l'ordre règne à Moscou plus que chez nous, et à Pékin plus encore. Alors pourquoi la droite ne serait-elle pas maoïste ?

Polémique de mauvaise foi ? Certes, un peu. Mais il faut bien reconnaître que le conservatisme et la droite en général irritent et fournissent eux-mêmes les verges dont on a grand plaisir à les battre.

En revanche, la gauche, même et surtout la gauche utopiste qui nous intéresse ici, la gauche traditionnelle étant entièrement acquise au système, la gauche utopique ne

fournit en aucun cas la réponse convenable au défi de la société post-industrielle. Si la droite justifie l'injustifiable, la gauche apparaît incapable de donner des solutions qui renforcent concrètement le bien-fondé de ses analyses corrosives. Et c'est ici que nous nous séparons de Jean Daniel.

Bien sûr, il faut changer la vie. Mais, aurait dit Maurras, le changement doit se justifier par sa cause finale. La question des finalités paraît donc primordiale. La liberté n'est pas à elle-même sa propre fin. De soi, la société permissive est absurde, ou plutôt elle érigerait l'absurde en philosophie sociale. Premier point sur lequel la gauche n'apporte aucune réponse satisfaisante.

Second point : la question des moyens. La faiblesse de la gauche s'y révèle encore plus insigne dans la mesure où elle s'est toujours refusée à poser sérieusement le problème politique. Du coup, elle se condamne à rester prisonnière de la démocratie libérale qu'elle cautionne idéologiquement ou à sombrer dans le totalitarisme dans lequel sont tombés, Jean Daniel le reconnaît, tous les mouvements révolutionnaires.

Ainsi il manque à la gauche utopiste (sinon elle ne serait pas utopiste), une vraie philosophie de l'homme et une véritable science politique. Mais ce que la gauche n'a pas, nous pouvons dire sans forfanterie que nous le possédons. C'est pourquoi nous sommes les seuls contestataires qui vaillent, les seuls qui puissent oser dire qu'ils vont changer la vie.

En effet, nous ne reprochons pas à la gauche de contester, nous contestons et plus fermement qu'elle la dissociale actuelle, le totalitarisme technocratique, les idéologies productives.

Nous nous insurgeons contre l'euphorie conservatrice. Nous sommes contre l'ordre qui justifie et qui provoque l'injustice. Mais nous proposons quelque chose, nous osons imaginer autre chose. Et notre imagination n'est pas un délire, elle n'a pas à évoluer au royaume de l'utopie.

Il nous suffit de replonger aux sources de la pensée d'Action française, et de lire non *Le Capital*, mais *L'Avenir de l'Intelligence*, le plus grand livre du siècle, disait Henri Lagrange. Nous y découvrons que pour lutter contre le totalitarisme moderne et la société de consommation, il faut faire tout à la fois une contre-révolution culturelle et une contre-révolution politique, non pas pour revenir en arrière mais pour libérer l'avenir.

La contre-révolution culturelle aura d'abord à redécouvrir l'anthropologie nécessaire dont l'ignorance frappe de malfaisance les idéologies contemporaines. Elle aura également à réfléchir, à la suite de Maurras, à la dialectique du structurel et du volontaire, ce qui libérera toutes les sciences humaines du scientisme renaissant.

La contre-révolution politique devra nous débarrasser au plus tôt de la démocratie qui constitue le fondement de toutes les oppressions actuelles. Elle aura en France à ramener la monarchie héréditaire qui libérera l'Etat de toutes les oligarchies de l'or et des bureaux, libérera la société toute entière. Du coup l'amitié pourra renaître, les corps sociaux se réinventer.

La vie en sera changée.

Gérard LECLERC.

Urbanisme : Que sera la France de l'an 2000 ?

Vingt-huit ans nous séparent de l'an 2000 : moins du temps normal d'activité d'une génération. C'est la jeunesse française qui a aujourd'hui entre 20 et 30 ans qui construira la France de l'an 2000. Aussi doit-elle très rapidement pouvoir prendre conscience des données du problème.

Il y a quelques mois, la Délégation à l'Aménagement du Territoire publiait une étude prospective intitulée : « Une image de la France de l'An 2000 : scénario de l'inacceptable ? » Ce projet de schéma général d'aménagement du pays résume assez bien les préoccupations des technocrates, planificateurs et aménageurs, qui nous administrent (1).

Les tendances sont connues : expansion du secteur tertiaire, prolifération des « cols blancs », développement d'immenses régions urbaines autour des « métropoles d'équilibre », uniformisation des mœurs, prolétarianisation intellectuelle croissante, généralisation des ventes à crédit, travail en miettes, loisirs planifiés, accélération constante des cadences de vie. « Déshumanisation » plutôt que « dépolitisation ».

En bref, le triomphe de la « société de consommation ». Mais cette victoire de la société urbaine sur la société rurale, cet écrasement de la société agricole par la société industrielle qui nous conduit au « meilleur des mondes », n'est inéluctable qu'en l'absence d'un bouleversement politique profond que nos technocrates n'ont pas pour tâche de prévoir — en bons hauts fonctionnaires qu'ils sont : ce serait inconvenant ! Leur rôle est de gérer au mieux les affaires de la république démocratique, capitaliste, cosmopolite.

LA VILLE DONT LE PRINCE EST UN BANQUIER

Pour l'Action française, il en va d'évidence tout autrement : c'est sa mission propre d'étudier les contradictions de plus en plus accentuées que l'évolution même du régime suscite par sa logique interne, lui faisant ainsi « creuser sa propre tombe ». Et ceci afin de mobiliser progressivement les Français actifs du Pays réel en vue du coup de force qui mettra à bas le Pays légal qui tue la France. L'examen des travaux du Plan, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire est essentiel à l'élaboration de la stratégie de la révolution nationaliste intégrale. Comme l'écrivait Pierre Debray il y a une dizaine d'années, dans « L'Ordre Français » : « Le nationalisme sera révolutionnaire ou ne sera pas, la révolution sera nationaliste ou ne sera pas ». Quelles sont donc les potentialités de révolte de la société de consommation que les militants d'Action française devront organiser pour la révolution nationaliste ?

En 1900, plus de cinquante pour cent de la population active était paysanne. En 1985, moins de dix pour cent de la population sera encore rurale.

Dès lors, la vieille préférence des nationaux pour la paysannerie devient une illusion stratégique. La France issue de la Révolution libérale est bel et bien bourgeoise. Le marché rural ne peut offrir qu'un apport tactique tout au plus.

LE COMPLEXE DU GRATTE-CIEL

Curieusement, plus la société agricole se réduit au profit de la société industrielle, et

plus on tend à entasser le maximum de population sur un espace urbain aussi restreint que possible. La libération de l'espace rural n'est nullement envisagée par nos futuristes et urbanistes officiels comme un facteur favorable à une décentralisation et à une déconcentration effectives. La « loi d'airain » est que plus il y a d'espace rural libre, plus on doit rassembler la population dans un espace urbain restreint. Qu'importent le mode de vie des gens, le coût hyper-élevé des grands ensembles, les dépenses énormes des transports urbains ! L'essentiel du système n'est-il pas de disposer d'un marché géant de producteurs-salariés — et de consommateurs — conditionnés. En outre, la spéculation foncière peut se donner libre cours : en ville le prix des terrains au mètre carré ne cesse de monter (étant donné le nombre d'habitants que l'on y installe — en hauteur). Résultat : des constructions chères, des profits importants, des facteurs inflationnistes qui « entraînent la consommation... ».

A la campagne le « remembrement » permet souvent la constitution de grands domaines (via les S.A.F.E.R.). La « terre aux paysans » devient la « terre aux banquiers » au nom des évolutions inéluctables et des progrès techniques, cela va sans dire.

Ainsi va la démocratie en France : un monde de salariés à la merci des grands domaines, grands ensembles, grandes surfaces.

L'atomisation individualiste se poursuit, détruisant les derniers corps intermédiaires, les dernières institutions traditionnelles, les dernières résistances, les dernières libertés. Au nom de la Liberté et de l'Egalité, le Capital tue la propriété, la culture, la civilisation, l'esprit public. Nos technocrates nous annoncent cette réjouissante perspective de l'horizon 2000 : le développement des « couples collectifs » (voici enfin la « communauté des femmes » chère aux disciples de Saint-Simon). Suivant le vœu de J.-J. S.-S., les enfants iront à l'école au sortir du berceau. Ils ne connaîtront ni père, ni héritage, iront à l'école laïque, gratuite et obligatoire, au service militaire, seront salariés, auront le bénéfice de la Sécurité sociale et de la Télévision, la retraite à 60 ans et un mois et quelques de congés payés. Ils finiront incinérés.

La Famille est une institution égoïste dépassée.

L'homme naîtra orphelin et mourra célibataire.

La Fortune restera anonyme et vagabonde.

Les cimetières seront supprimés et transformés en espaces verts pour des enfants (improductifs, non rentables, obscurantistes)

LE PARADOXE DE M. LE BUREAU

L'agriculture ayant trop de bras, le paysan est devenu ouvrier. « Prolétaire campé aux portes de la cité », il a été employé à bon marché. Mais l'automation dans le secteur secondaire conduira au même résultat que la mécanisation dans le secteur primaire : l'excédent de main-d'œuvre.

Alors l'ouvrier deviendra employé. Mais le secteur tertiaire a cette particularité de ne plus produire par lui-même que du papier imprimé. On verra donc une minorité de paysans et d'ouvriers produire et travailler pour une majorité d'employés consommateurs standardisés. Les classes moyennes auront

quasiment disparu (professions libérales, commerçants, artisans, petites entreprises). Les technocrates auront remplacé les politiciens parlementaristes, les cadres succédé aux notables. Et il y aura ce paradoxe que l'informatique conduira à la réduction très importante du secteur tertiaire.

La logique des techniques condamne donc un système économique en proie à cette extraordinaire contradiction : une minorité de producteurs pour une majorité de consommateurs.

La tendance sera malthusienne : freiner l'entrée des jeunes dans la vie active, ce qui est un des principaux facteurs des conflits de générations.

La « valeur travail » chère à la société démocratique capitaliste sera remise en cause, mais sans solution dans la mesure où les loisirs ne sont conçus que comme une activité de consommation dominée par la loi du profit. La situation sera alors profondément révolutionnaire. Les auteurs du « schéma de l'inacceptable » prévoient une mégalopolis allant de la Région parisienne aux Pays-Bas et de vastes ensembles urbains sur toute la périphérie du territoire hexagonal. Ils imaginent alors une « réaction nationaliste » qui rééquilibrer la France. Mais c'est à l'Etat jacobin qu'ils prêtent le rôle moteur dans cette réaction ! Sans se rendre compte que cet Etat ne peut réagir contre ses fondements centralisés sans changer de nature et qu'il est l'instrument du capitalisme cosmopolite européen.

A partir de la situation existante, une politique volontariste d'un Etat national consisterait à créer un ensemble industriel et urbain dans le centre de la France, et à s'opposer fermement à l'extension démesurée des grandes villes françaises et de la Région parisienne.

Mais cela suppose de révolutionner l'Etat. Qu'il soit indépendant de l'élection et qu'il dirige le capital au lieu d'être dominé par l'argent.

Qu'il abolisse la centralisation administrative et lutte contre toutes les concentrations économiquement injustifiées (par rapport au seul critère nationaliste : l'intérêt national et non les intérêts particuliers ou étrangers, ni les préférences pour tel ou tel système).

Cela suppose l'autonomie réelle des collectivités locales transformées (et notamment la réforme des finances publiques par la suppression de l'universalité budgétaire, de l'unité de caisse, de la non-affectation des recettes aux dépenses, et par la levée d'une portion importante des impôts par les collectivités locales). Cela suppose la contestation du salariat, son abolition à terme et la généralisation de la pleine propriété de son travail pour chaque citoyen français et sa famille.

Cela implique la révolution nationaliste et l'instauration de la monarchie populaire : traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée.

A l'Action française de savoir mobiliser tous les Français actifs, mécontents de l'avenir qu'on leur annonce pour l'An 2000 et ceci par tous les moyens, même légaux.

Henri VILLEMART.

(1) Edité par la Documentation française, quai Voltaire, Paris (7^e).

REPUBLIQUE OU MONARCHIE

N.A.F. — *Jacques Laurent, quels sont vos sentiments à l'égard de la Monarchie ?*

J.L. — Je suis toujours maurrassien, mais je ne suis plus monarchiste. Pour moi, l'Action française reste sur le plan des idées politiques et de la civilisation la seule grande école du XX^e siècle, et Maurras est le seul maître auquel je demeure fidèle dans tous les domaines qui importent vraiment.

Je ne suis plus monarchiste parce que j'ai le plus profond mépris pour le Comte de Paris et que je ne peux pas considérer, comme Maurras, que l'homme n'importe pas et que seul le principe compte. On peut admettre cette thèse quand il s'agit, par le jeu normal de l'hérédité, de continuer une dynastie légitime. Mais un retour au pouvoir du Comte de Paris prendrait forcément l'allure d'un avènement, donc de l'avènement d'une dictature. Ce serait l'arrivée d'un homme plébiscité, et non pas celle d'un homme qui prend la suite de son père. Et c'est parce que le Comte de Paris, n'étant plus un principe, est obligé de se présenter comme le futur fondateur d'un principe, que je suis obligé de le considérer en lui-même. Or, en lui-même, le Comte de Paris est un opportuniste méprisable. Et il n'y a pas d'excuse à être opportuniste quand on porte le sang que porte le Comte de Paris. La seule circonstance atténuante, peut-être, est qu'il appartient à la maison d'Orléans.

Enfin, je pense que le terme même de monarchie est employé abusivement : le fascisme, c'est une monarchie. De Gaulle, c'est une monarchie, de même que Louis-Philippe ou Louis XIV.

N.A.F. — *Ne pensez-vous pas cependant que la différence entre monarchie et « monocratie » c'est l'hérédité qui assure l'indépendance du pouvoir ?*

J.L. — Si le pouvoir est indépendant de l'élection, il est dépendant d'autre chose, et j'attends que vous me définissiez de quoi il dépendra.

D'autre part, le principe héréditaire me semble difficile à restaurer. La dévolution du pouvoir ne se fait plus de père en fils puisque le duc de Guise n'a pas été roi. Il ne s'agit donc plus d'un pouvoir héréditaire. Donc, si le Comte de Paris prend le pouvoir, il ne le prendra pas simplement parce qu'il lui aura été transmis par son père, mais parce qu'il aura été plébiscité. Or je tiens le plébiscite pour la forme la plus hideuse de suffrage universel.

N.A.F. — *Le plébiscite n'est pas la seule méthode de restauration...*

J.L. — Il y a en effet ce que Charles Maurras appelait le « coup de force ». Certes, ce n'est pas une hypothèse à rejeter. Mais on ne peut faire cette opération tout seul. Il faut convaincre le maximum de gens que « le coup de force est possible ». Or, c'est extrêmement difficile. Et l'on échoue si l'on n'est pas soutenu par un certain pourcentage de l'opinion publique. Nous ne sommes

pas en Amérique latine ! Cela précisé, je ne serais pas du tout hostile à une restauration monarchique. Pour le plaisir de la chose, je préférerais le Comte de Paris à Pompidou. Mais croyez-vous que ce serait un renversement total de l'histoire de France ? Que l'opinion accepterait l'hérédité ? Que le Comte de Paris transmettra tout naturellement la couronne à son fils ? Que les relations des Français, entre eux et avec l'extérieur, changeront vraiment ? Personnellement, j'en doute !

N.A.F. — *Maurras a en effet montré que la création d'un état d'esprit royaliste était le préalable indispensable à toute restauration. Croyez-vous que ce soit possible ?*

J.L. — Ce n'est pas impossible et, si je vous dis cela, c'est parce que je méprise les Français. Une certaine presse a pour but de faire rêver les Français sur les princes et les princesses de France et d'ailleurs, et il est incontestable que cela plaît. Il y aurait une certaine saveur à ce que la stupidité du peuple français favorise une restauration. Mais la royalisation du pays est-elle souhaitable ? Ne sera-t-elle pas plus hideuse encore que sa pommipodisation ?

N.A.F. — *Quel avenir envisagez-vous pour les institutions actuelles ?*

J.L. — Je porte de multiples deuils : le 6 février et la défaite de 1940, la guerre civile de 1944 et l'abandon de l'Algérie. Je porte aussi le deuil d'une Europe manquée. A partir de 1950, en effet, le seul avenir qui restait à la France était de prendre la tête de l'Europe. Mon européisme m'a valu beaucoup d'injures de la part de l'Action française. Mais on n'a pas compris combien il était conquérant. Et l'on n'a pas compris que chaque époque avait des formes différentes de conquête. Avec Napoléon, c'étaient les hussards ; dans une dernière époque, c'était l'économie. Nous pouvions, il y a quelques années, conquérir l'Europe par l'attrait que la France exerçait. Le Paris de De Gaulle, que je hais, pouvait faire cette Europe parce que De Gaulle exerçait un attrait étonnant sur les nations avoisinantes. Ainsi, notre langue pouvait s'imposer à l'Europe, de même que nos mœurs et notre littérature. Mais De Gaulle s'est refusé à cette bataille. L'Action française aussi a combattu cette idée. On dit que c'est parce que Maurras était hostile à l'Europe. Eh bien, ceux qui le prétendent n'ont pas lu Maurras. Maurras était un Européen. Il n'y a qu'à relire le Dictionnaire Politique : on y verra combien Maurras regrettait l'Europe chrétienne du Moyen Âge. Certes, il a été nationaliste, et avec raison. C'est que les conditions de son époque — la lutte entre la France et l'Allemagne — ne lui laissaient aucun choix. Au temps de Cailaux ou de Briand, l'Europe était synonyme de pangermanisme. Or tous les textes anti-européens de Maurras sont de cette époque. Donc l'anti-européisme de Maurras était circonstanciel et non pas doctrinal.

ENTRETIEN AVEC

En fait, Maurras a tenté de sauver l'Europe — y compris l'Allemagne —, de sauvegarder son esprit, qui est la romanité. Aujourd'hui, les conditions sont différentes : à partir du moment où la lutte entre la société française et la société allemande n'existe plus, à partir du moment où la France ne peut plus subvenir seule à sa défense nationale, il est clair qu'elle doit s'insérer dans un contexte européen.

N.A.F. — *Il y a quand même, entre la France et l'Allemagne, une lutte très vive sur le plan économique.*

J.L. — Certes, il y a le conflit des économies. Mais il pouvait être surmonté : il y a une douzaine d'années, on avait le choix entre coiffer l'économie allemande par notre supériorité de prestige ou subir sa suprématie économique. C'est cette deuxième possibilité qui va maintenant se réaliser, dans « l'Europe des patries ».

N.A.F. — *Vos remarques posent le problème de la politique étrangère. Un régime électif est-il capable d'en avoir une ?*

J.L. — Je ne le pense pas. Mais croyez-vous vraiment que le Comte de Paris, devenant roi, se maintiendra sans plébiscite, sans élections ? Maurras me disait un jour : « Remontez à 1793 et vous verrez que, depuis, le suffrage universel n'a pas cessé de progresser à travers l'Europe et le monde. Mais vous verrez aussi — et c'est ce qui explique que le monde est toujours viable — qu'on n'a pas cessé d'inventer des formules qui le rendent inefficace. » Cela se vérifie en Russie, avec le système de parti unique, et en France avec la télévision. Il est donc certain que le Comte de Paris conserverait le suffrage universel et trouverait une manière quelconque de le tourner. Mais cela ne serait pas très original !

N.A.F. — *Quel est, selon vous, l'avenir de l'Action française ?*

J.L. — La formation maurrassienne présente certainement comme défauts un excès d'abstraction, une thématique poussée un peu trop loin et un règne de l'absolu qui ne convient peut-être pas tout à fait à ce que Maurras appelait la « génération des événements », qui se fait dans une certaine anarchie. Il faut bien sûr en revenir à certains moments à quelques grands principes. Mais il faut aussi vivre, et ce que je reproche aux héritiers de l'Action française, c'est de ne pas vivre, de ne pas admettre toutes les possibilités que le hasard peut donner. Si j'avais un souhait à formuler pour cette école d'A.F. qui a toute ma tendresse, c'est qu'elle réponde un peu la vie.

Il faudrait que la jeune Action française s'attache au problème de l'envahissement des esprits par l'abstraction. Alors elle rejoindra les sources premières de l'A.F. qui s'est élevée contre l'envahissement de l'homme par l'abstraction. C'est là le vrai problème de notre époque, que les étudiants de Mai 1968 ont vaguement

JACQUES LAURENT

senti. Mais ils n'avaient aucune formation intellectuelle, et ils n'ont pu formuler ce qu'ils ressentaient. C'étaient des camelots du roi qui n'auraient pas lu Maurras.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'il y avait chez eux ce qui sera l'origine des grandes révolutions futures, qui seront métaphysiques. Les sociétés dans lesquelles nous vivons parviennent en effet à résoudre leurs problèmes immédiats : les gens peuvent manger à leur faim, ils ont une vie sinistre mais parfaitement réglée devant eux. C'est pourquoi la révolution ne se fera pas parce que les gens manquent de pain, ou parce qu'ils ont froid. Elle se fera avec des gens qui ont mangé solidement, par beau temps, simplement parce qu'ils se font suer dans la société, et ils se font suer parce qu'ils vivent dans l'abstraction.

L'avenir, pour vous, c'est de rechercher ce qui fait de l'Action française un mouvement éternel, un pur diamant, une source profonde. Il faut rechercher l'origine de son extraordinaire pouvoir d'attraction, et il faut interroger les grands textes de nos maîtres, afin de donner aux étudiants la formation intellectuelle qui leur est nécessaire pour poursuivre une protestation qui est parfaitement légitime.

RÉPONSE A JACQUES LAURENT

Nous n'avons pas conçu ce nouveau débat sur la république et la monarchie comme un aimable carrefour, où des royalistes interrogeant d'autres royalistes et leur posant des « lapins » de politique élémentaire se persuaderaient mutuellement de l'excellence de leurs raisons et s'encourageraient du geste à continuer... de ne rien faire, car l'inconvénient de semblables débats est leur trop évidente inutilité. Nous avons voulu, comme nous l'écrivons au début même de cette entreprise, cesser de tourner en rond, sortir du « cercle frileusement groupé autour d'un feu de jeunesse ». Nous avons voulu aller vers ceux qui ne pensent pas comme nous, les écouter, les interroger, les convaincre et convaincre avec eux ceux qui pensent comme eux ; ou du moins, dans un premier temps, les convaincre que nous n'étions pas les prisonniers volontaires d'un musée fermé, et que la vie nous intéressait autant qu'eux.

Nos lecteurs comprendront, dès lors, qu'ayant rencontré Jacques Laurent et lui ayant posé les questions qu'ils ont lues, nous avons gardé dans toute leur vivacité et parfois leur dureté les réponses qu'il nous a faites. Nous n'avons pas censuré, nous ne lui avons pas demandé de censurer un substantif ou une épithète de ses propos sur le Prince, quoi qu'il ait pu nous en coûter. La N.A.F. n'est pas l'O.R.T.F.... Et puis nous croyons qu'il en est des nations divisées, comme des familles traversées par un drame. La seule politique concevable pour y restaurer

l'amitié c'est de laisser chacun dire ce qu'il a sur le cœur et dans l'âme. Si injustes que les jugements de Jacques Laurent nous paraissent et qu'ils soient, nous prenons ces jugements comme des faits que nous aurions tort de négliger, si nous voulons progresser dans la voie que nous suivons. Dans l'âpreté, dans l'âcreté de ces jugements, dans les insultes mêmes qu'il adresse au Prince, puis aux Français, nous avons surtout senti l'amertume qu'il éprouve des batailles perdues.

Jacques Laurent porte « de multiples deuils ». Nous croyons porter les mêmes deuils que lui. Pour l'essentiel, puisqu'il est maurrassien, notre sensibilité à l'égard du passé est la même. Mais nos deuils doivent-ils étendre leur ombre sur nos jugements ? Certes Jacques Laurent a raison de dire et de montrer qu'une nation qui a subi presque deux siècles de démocratie ne peut être traitée comme si elle avait perdu ses rois de la veille. Certes la restauration monarchique ne peut être présentée, sans excessive simplicité d'esprit, comme la solution-miracle qui brusquement redresserait tout. Mais si l'héritier légitime est devenu, par le malheur des temps, un prétendant qui n'a plus sa place naturelle dans le « système » et si d'autre part le plébiscite est incontestablement « la forme la plus hideuse du suffrage universel », est-il juste et n'est-il pas d'ailleurs contradictoire de reprocher au Prince son « opportunisme », c'est-à-dire en somme sa recherche des occasions favorables pour reprendre les rênes et pour les garder ? On sait au surplus que l'opportunisme devient un sens aigu des réalités politiques, dès que la tentative a réussi.

Nous avons parlé à Jacques Laurent du « coup de force » et nous avons senti que ce n'était pas pour lui déplaire. Mais comme il était en goût de nous faire des objections, il nous a prêté que nous échouerions si nous n'étions pas soutenus par « un certain pourcentage de l'opinion publique » et nous n'avons pas reconnu, à ce moment, le maurrassien qu'il avait annoncé d'entrée. Car s'agit-il vraiment de l'opinion publique ? Qu'était devenu le républicanisme des Français de juin 1936 à juin 1940 et que valait leur gaullisme le 12 mai 1958 ? Il est évident que si notre entreprise se heurte à la plupart des forces de sentiment, la plupart de ces forces, et les mêmes seront avec nous quand nous aurons réussi.

Notre objectif prioritaire est la reconquête de l'intelligence, en constatant que ce n'est pas un certain pourcentage de l'opinion qui a fait la Révolution française, mais un certain nombre de ses têtes dirigeantes, elles-mêmes dirigées par un certain nombre de ses têtes pensantes et qu'il en a toujours été ainsi. Si nous savons que notre pourcentage à la S.O.F.R.E.S. serait décevant, nous savons aussi, avec Jacques Laurent, que l'Action française est « un pur diamant, une source profonde », et nous nous sentons alors très forts,

et plus forts encore de ce qu'il nous dit, pour boire et faire boire à cette source, pour faire briller ce diamant de tous ses feux et préparer la suite, qui ne sera pas, rassurez-vous, Jacques Laurent, un plébiscite...

Bien sûr, si le Comte de Paris revenait au pouvoir, il conserverait le suffrage universel. On a toujours plus ou moins voté en France, même avant 1789. Pourquoi ne pas continuer ? Comment choisir autrement les conseillers municipaux, les maires, les bâtonniers ? Le suffrage n'est pas un mal en soi, même si l'on croit que les candidats de toutes les élections ne sont jamais exempts de démagogie ni aussi blancs que le donne à penser l'étymologie. Le Mal c'est d'appliquer le suffrage au choix de celui qui tient la première place, que ce suffrage soit ou non universel. Il en résulte une multiplication des querelles et des divisions, et l'absence d'un arbitre véritable quand ces querelles le rendraient le plus nécessaire. Il en résulte surtout que l'argent usurpe la première place, et que croyant choisir entre Pompidou et Poher on a donné la palme à la meilleure agence publicitaire, la plus complètement affranchie des principes dévots du code électoral. L'énormité des moyens de diffusion fait vendre le candidat comme une marque de lessive et ce candidat dépendra toujours de l'argent qui l'a fait élire et proprement l'a vendu. Il est vrai, comme le dit Jacques Laurent, d'après Maurras, que le suffrage universel progressant, on n'a pas cessé d'inventer des formules qui le rendent inefficace. C'est d'abord un bel hommage à son absurdité, c'est surtout la description de toute l'hypocrisie du système démocratique en même temps que son plus grand danger. Car la meilleure formule pour rendre le suffrage inefficace est encore la domestication de l'électeur. Il n'y a pas d'autre raison pour laquelle l'Etat revendique et veut confisquer l'enseignement qui lui convient encore moins que la fabrication des voitures ou la vente des allumettes. Il n'y a pas d'autre raison pour laquelle il tient les maires en tutelle comme des petites filles, et ainsi de suite... Jacques Laurent doute que le retour du Roi change quelque chose à cet envahissant étatisme. Pourquoi ce scepticisme du moins sur la vertu d'une institution naturelle ? Il nous dit que le Prétendant est aujourd'hui, avec la casure révolutionnaire et le temps passé, dans la situation d'un candidat. Peut-être, mais d'un candidat désigné par l'histoire et non par l'argent et les calculs des comités électoraux ; d'un candidat dont on ne discute pas le titre et cela est si vrai que Jacques Laurent désapprouvant le Prince n'a vu d'autre ressource que de renoncer au principe monarchique.

Vous nous reprochez, Jacques Laurent, un excès d'abstraction et en même temps d'avoir contribué à faire échouer l'Europe. Mais l'abstraction ne se situait-elle pas du côté des européistes et notre position

(Suite page 8.)

(Suite de la page 7.)

n'était-elle pas induite des grandes lois de la science politique et des constantes de l'histoire des sociétés ? Il est vrai que Maurras n'a jamais fait du nationalisme un absolu et qu'il regrettait que l'Europe chrétienne du Moyen Âge ait éclaté sous les coups de la Réforme de Martin Luther. D'autres ensembles « européens » ont pareillement disparu : l'Empire rassemblé par Rome, et aussi ce que l'on peut appeler « l'Europe française » du XVIII^e siècle. C'est pourquoi il n'est pas absurde de penser que l'Europe n'est pas devant nous, qu'elle n'est plus qu'un beau souvenir. Un souvenir qui constitue d'ailleurs une leçon salutaire. Car l'étude des « unions européennes » du passé montre clairement qu'elles ne sont pas nées d'un contrat entre les peuples, mais de l'existence d'un fédérateur spirituel qui n'a pu jouer son rôle que parce qu'il était appuyé par une institution religieuse ou politique. Et l'on cherche vainement quel pourrait être le fédérateur de l'Europe dont certains rêvent aujourd'hui. Certes, beaucoup d'« européens » mettent en avant le facteur économique. Mais c'est oublier que, comme Maurras le démontrait, les biens matériels sont les plus grands diviseurs qui soient. A l'intérieur des cités et des nations, on s'est toujours disputé lorsqu'il s'agissait de les répartir ; on ne voit pas pourquoi cela cesserait dans une communauté internationale. Et cette observation constitue une des grandes lois des sociétés humaines, qui n'est limitée ni à un lieu ni à une époque.

Le nationalisme est donc une nécessité du moment. Dans ce siècle, qui est manifestement celui des nations, on ne voit pas poindre le fédérateur qui ferait l'unité européenne. Ce serait donc une erreur que de sacrifier la nation à une chimère. Car la nation demeure, au temporel, le cercle communautaire le plus solide et le plus complet. Un héritage y est conservé, une amitié peut y renaître, et le rempart qui protège la vie des citoyens ne doit pas être abattu.

Mais ce réalisme, qui nous conduit aujourd'hui à affirmer hautement notre nationalisme, peut, un jour, faire de nous des « Européens ». Vous avez raison, Jacques Laurent, de dire que Maurras était un « Européen ». Nous ajouterons même qu'il est le seul à avoir indiqué la bonne méthode.

Nous ne savons pas si l'Europe se fera. Mais ce qui est sûr, c'est que, pour se constituer, elle devra rassembler des nations qui ont reçu un même héritage, qui ont été marquées par la romanité. Une civilisation identique est en effet le seul donné stable, permanent, qui permettra de construire autrement que sur du sable. Mais alors, l'Europe ne se borne-

rait pas aux limites que lui assignent à grand peine les géographes. Elle comprendrait toutes les terres où l'on peut rencontrer, comme l'écrivait Maurras, « les deux lucides flammes d'une civilisation catholique et d'un esprit latin ». Et de Gaulle, faute de l'avoir compris, était tout aussi utopique que Lecanuet. Ne prétendait-il pas bâtir l'Europe sur une union franco-allemande ? Il ne voyait pas que le rapport de forces entre les deux pays et les constantes du germanisme faisaient de cette ambition une dangereuse chimère.

Eût-il retenu la leçon de Maurras que

de Gaulle aurait pareillement échoué. Car, en démocratie, toute action, si bien conçue soit-elle, est nécessairement éphémère. Et il n'existe pas de construction humaine solide qui ne soit fille du temps. Ainsi, quel que soit le problème que l'on aborde, on en revient toujours au même point. Pour la défense des citoyens comme pour l'avenir de la civilisation, il n'est d'autre solution que monarchique. Le sentiment peut la rejeter, mais la raison ne doit-elle pas finalement prévaloir ?

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.

Lettres : Roland Barthes, anti-système ?

Il est vite apparu, quand a émergé ce qu'on a appelé le « structuralisme », qu'il convenait dès l'abord d'y opérer une distinction entre le contenu idéologique et les innovations méthodologiques. L'engagement doctrinal ne devait pas relever de la même critique que certaines méthodes d'approche susceptibles d'enrichir les sciences humaines. Puis on s'est aperçu que le structuralisme n'existait pas, ses divers représentants n'ayant que des liens très flous les uns avec les autres. Du même coup, la notion d'une idéologie structuraliste s'évanouissait. A ce niveau, il n'y avait plus que des idéologies individuelles. A l'exception toutefois d'un dénominateur commun : une certaine réaction « anti-humaniste », visant les excès des années cinquante, et dont un certain teilhardisme, par exemple, aura fait les frais. De saintes et exaspérantes simplicités nous seront désormais épargnées. Merci Michel Foucault !

Mais parlons plutôt du renouvellement méthodologique qu'ont apporté ces « structuralistes ». Une occasion en est fournie par le dernier livre de Roland Barthes, « Sade, Fourier, Loyola » paru dans la collection *Tel Quel* des Editions du Seuil (1). Barthes y évoque trois « systèmes », celui de saint Ignace (dont Barthes précise qu'il l'appelle Loyola simplement parce qu'il l'a toujours appelé comme ça...), celui du marquis de Sade, philosophe du Mal qu'il s'était appliqué à connaître de l'intérieur, et celui de Fourier, contestataire et utopiste du socialisme.

Il ne s'agit pas, pour Barthes, d'analyser le contenu de ces systèmes, comme pourrait le faire un manuel d'histoire des idées. Il s'agit de considérer Sade, Fourier et Loyola comme des « logothètes », des fondateurs de langue, et de montrer que la forme même de chacun de ces trois discours est probablement plus importante que leur « signifié ». « L'intervention sociale accomplie par un texte, écrit Barthes, n'est-elle pas dans l'emportement de son écriture, plutôt que dans l'engagement de son contenu, qui n'en serait finalement que la chute historique ? » Chaque

système représente une combinatoire, et leur rapprochement fait apparaître des procédés d'élaboration et des modes d'articulation, de classification et d'ordonnement communs.

Ce n'est pas le lieu, ici, de donner le détail des analyses de Barthes. On peut seulement tenter de préciser les distinctions que ce genre de livre appelle.

On pourrait le critiquer à différents égards. Par exemple, ne tenir d'Ignace de Loyola que le texte même des Exercices pour ignorer la dimension réelle de son personnage historique n'est pas une méthode absolument convaincante. Le divin marquis et l'imaginaire inventeur des phalanstères n'ont pas été des créateurs. Ce n'était peut-être pas le propos de Barthes d'expliquer pourquoi Loyola en a été un. Mais on pourrait justement se demander pourquoi ce n'était pas son propos...

Il reste que cette méthode d'approche des textes pourra peut-être un jour sortir des univers froids et clos qui lui ont donné le jour pour se retourner contre ses géniteurs monstres. Elle devrait alors venir fortifier le point d'appui du levier destiné à renverser les statues idéologiques et les faire basculer hors du champ politique.

Christian DELAROCHE.

(1) Il y a tellement de mal à dire de *Tel Quel* — revue, collection, école, mouvement — qu'il faudra s'en occuper un peu plus tard...

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement : 35 francs.
C.C.P. NAF Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

La République ou la Monarchie
La semaine prochaine, la réponse de
ROLAND LAUDENBACH, éditeur

SCIENCES

A PROPOS D'EINSTEIN

Dans sa communication au C.R.U. : « Pour une contre-révolution culturelle », P. Debray affirme que la période créatrice de l'homme est la jeunesse. Loin de nous l'idée de vouloir mettre en cause l'exactitude d'une telle assertion ; nous n'en aurions pas la compétence. Elle nous paraît rendre un compte exact de la réalité en ce qui concerne les sciences peu développées : médecine, sociologie, économie... ou les techniques de pointe. Nous voudrions simplement exprimer les raisons pour lesquelles il nous a semblé mal venu de prendre pour exemple la carrière scientifique d'Albert Einstein.

L'accuser d'avoir pontifié durant près de cinquante ans, c'est passer sous silence la profonde crise qui, durant les trente dernières années de sa vie a remué la physique théorique. Or cela fera bientôt vingt ans que le créateur de la relativité est mort et les errements des théoriciens, même jeunes, n'ont encore rien résolu.

La crise est fondamentale parce qu'elle pose la question des rapports de l'homme et de l'univers, le problème maintes fois posé, maintes fois débrouillé de l'épistémologie. Parler d'Einstein est, pour une bonne partie, parler de cette crise.

L'histoire des théories scientifiques est riche et, actuellement, bien déconcertante. Rappelé de temps en temps à ses compétences par le philosophe, toujours tenté par une vision mécaniste simple ou complexe du monde, peu à peu le savant s'était habitué à respecter les limites de son domaine, non seulement à ne plus s'aventurer inconsidérément dans l'ordre philosophique, mais aussi à s'interdire presque de sortir de sa spécialité.

Par suite de la complexité grandissante des théories et des applications — le nombre des publications annuelles atteint actuellement le chiffre de 60.000 pour la

seule physique — une grande partie des physiciens se contentent de déduire à partir des théories existantes des conséquences expérimentales plus ou moins intéressantes. Seuls quelques privilégiés se mesurent au problème d'unification, de création de théories cohérentes décrivant les difficultés expérimentales et les phénomènes ne répondant pas au formalisme et à la logique en place.

En leur temps, ces phénomènes (par exemple : corps noir, expérience de Michelson, effet photoélectrique), ont demandé pour leur interprétation un changement radical du formalisme de la physique, mais non à proprement parler une révolution conceptuelle par rapport à la science classique : existence d'une réalité objective, indépendance de l'objet et de l'observateur. La théorie de la relativité n'est elle-même qu'une généralisation féconde de la mécanique classique.

L'effet photoélectrique interprété également par Einstein introduisait une liaison entre les théories lumineuses granulaires (Newton) et ondulatoires (Huygens, Fresnel). Lorsque, en 1924, Louis de Broglie généralise cette même liaison au niveau des particules matérielles, il réalise une des premières approches de théorie unitaire du monde physique. C'est la naissance de la mécanique quantique. La découverte de cette unité théorique est caractéristique. Elle est purement intelligente. L'activité expérimentale est en retard sur l'activité intellectuelle. Ce n'est qu'en 1927 qu'apparaissent les premières vérifications, elles n'ont cessé de se multiplier. Ce succès éclatant va pourtant précipiter la physique dans une crise dont elle n'est pas encore sortie. Dès 1927, la plupart des théoriciens abandonnent le déterminisme jusqu'alors naturel en physique. L. de Broglie, lui-même, ardent défenseur d'une théorie cau-

sale, se rallie à la position majoritaire actuellement nommée « orthodoxe ».

Certains théoriciens, dont Einstein, mettent alors en lumière les implications épistémologiques révolutionnaires que le formalisme quantique et son interprétation « orthodoxe » entraînent.

En gros, ces implications sont les suivantes : abandon de la réalité physique indépendante de l'observateur (école pragmatiste ou positiviste) ; abandon de la conception de la séparabilité spatiale des phénomènes (écoles de Copenhague) ; les phénomènes physiques sont essentiellement indéterminés. Les théoriciens admettent une ou plusieurs de ces conclusions. Étranges pour un physicien classique, elles ont été présentées sous le nom de « paradoxes » ; en particulier celui d'Einstein et celui d'Einstein, Podolski et Rosen.

La crise est profonde, bien autrement que celle qui déboucha sur la relativité. Elle dure depuis près de cinquante ans. Elle n'empêche en rien le progrès technologique. Certains se félicitent de la faillite mécaniste et vont jusqu'à introduire le libre-arbitre au niveau des micro-systèmes. Cette dernière affirmation déborde la compétence du seul physicien.

Il existe une autre solution : c'est une négation de l'exhaustivité de la mécanique quantique et un retour à une théorie causale. Les tentatives en ce sens rencontrent des difficultés mathématiques dépassant de loin les élégantes constructions des mathématiques dites modernes, et n'ont pas permis de mettre au point, pour l'instant, une théorie pleinement satisfaisante.

Quelle que soit la direction envisagée, les problèmes soulevés suffisent à expliquer alors la relative stagnation de la physique fondamentale.

Philippe GROSSEL.

LA QUERELLE DES MATHÉMATIQUES MODERNES

On sait que l'introduction des mathématiques modernes dans l'enseignement suscite de violentes polémiques. La revue *Itinéraires* a consacré à cette question un numéro spécial. Nous présentons pour notre part l'opinion d'un de nos amis, étudiant en physique. Nous espérons que d'autres avis s'exprimeront dans nos colonnes, émanant aussi bien d'enseignants, de philosophes, de scientifiques que de mathématiciens.

Il me paraît délicat d'étudier les mathématiques (modernes ou pas) au niveau de la pédagogie. Ce qui suit n'est que le fond de ma propre pensée. Les méthodes d'enseignement me dépassent pour l'instant. D'un autre côté, c'est le point de vue d'un étudiant en physique qui, bien sûr, est difficilement impartial lorsqu'on parle de mathématiques.

Depuis plus d'un an, la question de la réforme de l'enseignement des mathématiques remue les milieux scientifiques et

enseignants. Les mathématiques sont, sinon l'activité la plus approfondie de la pensée, du moins la moins controversée. Le temps des grandes découvertes est passé, me semble-t-il ; maintenant l'on brode. Désespérant de jouer un rôle dans un monde technologique qui ne les rejoint pas, elles s'essaient à forger les intelligences. L'Académie des sciences, des prix Nobel, consciencieusement tout à coup d'un danger réel, s'émeuvent.

Il faut dire que les mathématiques sont un domaine très particulier de la pensée. Il me paraît difficile d'en faire une science, encore moins la reine des sciences. Une science ne peut exister que si elle a un objet ; le monde physique ou biologique est objet de connaissance : on a alors les sciences physiques ou biologiques. Les mathématiques s'introduisent comme outil pour ces sciences ; il n'y a pas de science sans quantitatif, aussi je ne tiens pas à les décrier. Le seul objet d'une prétendue

science mathématique paraît être elle-même. Il est pourtant bien difficile d'analyser les mathématiques par les mathématiques. L'étude de la structure des sciences, des modes de raisonnements, des mécanismes de la pensée entre bien plutôt dans le domaine de la philosophie. Que sont alors les mathématiques ?

Tout ceci pour mettre en valeur l'artificialité de l'univers mathématique. Il est loin le temps où les mathématiques demandaient une aide au monde réel. Elles se suffisent ; elles ne connaissent que la déduction. J'irai même jusqu'à les comparer au plus sublime des arts, au plus élégant, ou plus artificiel maintenant, la musique. Je ne critiquerai pas plus la création musicale que la recherche mathématique. Par contre, leur enseignement demande une sérieuse étude. Il me paraît plus dangereux de former des générations sur un subjectivisme déductif que d'obliger
(Suite page 10.)

ARTS et SPECTACLES

Maurice Chevalier

En ce début d'année, le monde du spectacle est en deuil, et plus particulièrement ceux qui comme Yves Montand ou Charles Aznavour sont passés de la chanson au cinéma : l'homme qui leur montra le chemin, Maurice Chevalier, vient de mourir, âgé de 83 ans. Le petit « titi parisien » était devenu pour certains le symbole de la France, le représentant de notre esprit. Nous ne saurions donc oublier de nous associer à l'hommage qui ne manquera pas d'être rendu à cette grande personnalité de la scène et de l'écran.

Après des débuts prometteurs au Music Hall, Maurice Chevalier entreprit, parallèlement à son métier de chanteur, une carrière cinématographique qui devait se prolonger jusqu'à des jours très récents. Ce fut d'abord, en 1914, *La valse renversante* avec Mistinguett ; puis les films d'H. Diamant-Berger. Le passage au parlant ne lui posa, évidemment, guère de problèmes. Au contraire même, un manque d'inspiration de la part des cinéastes lui ouvrit toutes grandes les portes d'Hollywood où le « film chanté » faisait fureur. Opérettes filmées d'abord, véritables comédies musicales par la suite, contribu-

rent largement à sa célébrité : *Bonjour New York*, *La Chanson de Paris*, *Paramount en parade*, autant de titres obligatoirement liés à son nom. Comme le furent Ernst Lubitsch et quelques-unes de ses inoubliables réalisations : *Parade d'Amour*, *Une heure près de toi*, *la Veuve Joyeuse*. La France ne l'oubliait pas non plus, et surtout René Clair avec lequel il tourna *Fausse Nouvelles* et *Le silence est d'or*. Enfin, en 1956, il créa un merveilleux rôle dans *l'Ariane* de Billy Wilder, auprès d'Audrey Hepburn et Gary Cooper. Colette, Jules Vernes devaient également marquer la fin d'une carrière bien remplie.

Maurice Chevalier était sympathique à tout le monde par un entrain, une bonne humeur, une gaieté communicatifs. C'est cette image de l'optimisme que, par-delà la mort, nous conservons aujourd'hui.

Dominique PAOLI.

DEUX HOMMES DANS L'OUEST, de Blake Edwards, avec William Holden, Ryan O'Neal et Karl Malden.
Le réalisateur de la *Panthère Rose* se

lance dans le western à un rythme à la fois inusité et beaucoup trop lent. Des longueurs, coupées çà ou là par des séquences de charme. Un résultat assez quelconque et décevant malgré les interprètes.

LES PETROLEUSES, de Christian-Jaque, avec Claudia Cardinale et Brigitte Bardot.

Un autre western commercial beaucoup plus enlevé et piquant que le précédent. Honnête dans son genre, ce film est nettement plus réjouissant que *Le Casse*, d'Henri Verneuil, qui bat, pour sa part, tous les records de nullité et ressemble de fort près à un attrape-nigaud. A voir pour se « détendre ».

POUCE, de Pierre Badel.

Un essai malheureux du couple Guy Bedos - Sophie Daumier. Il est difficile de rire à la vue de ces quelques morceaux d'un puzzle impossible à reconstituer. A part quelques moments d'humour au second degré, on souffre de ne pas participer au succès de deux acteurs pourtant très sympathiques ; mieux vaut rester sur une impression ancienne.

D. P.

Fernand Léger

Le Grand Palais présente une rétrospective complète de l'œuvre de Léger exposée chronologiquement. F. Léger est né à Argentan le 4 février 1881, de parents éleveurs de bestiaux. Venu à Paris à 17 ans, il subit alors l'influence des Impressionnistes (Le jardin de ma mère), puis dans les années qui précèdent la première guerre mondiale, le cubisme le marque (Les fumeurs).

En effet, peu d'années auparavant, en 1907, avait eu lieu la rétrospective Cézanne. Léger dit : « Cézanne m'a appris l'amour des formes et des volumes, et il m'a fait concentrer sur le dessin. J'ai alors compris que le dessin devait vite être rigide, pas du tout sentimental. » Le cubisme de Léger dif-

fère de la droite ligne par la couleur toujours présente.

Après cette phase, c'est la période des machines où l'imagination se mêle à la réalité par la géométrie ; il veut traduire ainsi le monde moderne (Le mécanicien). Pour Léger, la figure humaine n'est qu'un objet plastique, les visages sont statiques, sans expressions, toutes les formes sont arrondies, sculpturales, se détachant sur un fond de lignes verticales et horizontales (L'accordéon), puis cette immobilité disparaît pour donner de la vie aux objets, dans l'espace (La Joconde aux clés) ; les personnages deviennent plus flexibles,

Pendant la seconde guerre mondiale, Léger séjournera aux U.S.A. (Les plongeurs, Adieu New York). Le peintre social domine alors, les ouvriers sont peints « en mouvement » dans leur travail et dans leurs loisirs (Les constructeurs, Les loisirs).

D'autres thèmes, les Acrobates, le Cirque et les céramiques d'art sont présentés. La lourdeur, l'abstraction et le monumental, un constant hommage aux travailleurs sont les traits dominants ; l'ensemble de l'œuvre peut choquer par le manque d'élégance et de finesse, l'absence de sentiments, générales dans cette exposition (jusqu'au 10 janvier).

Anne RICHARD.

Les mathématiques modernes (suite)

la France entière à étudier le contrepoint. Celui-ci est trop peu lié à l'univers quotidien pour qu'il risque de nous obnubiler. Mais les mathématiques, par le rôle même qu'elles jouent dans toutes les sciences positives prennent vite une place importante dans la vie, dans la connaissance, et par là, dans l'enseignement.

Devant les vives réticences des physiciens pour une bonne part, les promoteurs de la réforme répondent que les distorsions actuelles entre l'enseignement des mathématiques et l'enseignement des sciences positives viennent de ce que ce dernier n'a pas, lui, subi de réforme. C'est la profonde erreur qu'une mafia de mathématiciens et le ministère de l'Education natio-

nale tentent d'imposer à l'enseignement secondaire.

C'est une réforme dangereuse car elle place au-dessus de toute connaissance du monde objectif une « science » purement déductive. Descartes (cf. Discours de la Méthode, sixième partie), tant décrié aujourd'hui, aurait-il définitivement vaincu ? On a simplement remplacé Dieu, dont la connaissance permet de tirer les lois de la nature, par les mathématiques. Si Dieu restait en partie lié à l'expérience et à la connaissance de la réalité, les mathématiques, elles, sont absolument libres. Cette prétendue liberté frôle le précipice ; le structuralisme et les froides algèbres risquent d'appauvrir profondément les intel-

ligences qu'on formera. Un des aspects d'une algèbre est d'être totalitaire ; si la donnée des postulats de base est arbitraire, et en ce sens libre, tout travail reste alors rigoureusement logique. Aucun résultat ne peut apporter d'étonnement.

Que l'on enseigne la théorie des groupes ou l'analyse fonctionnelle, fort bien ; mais au même titre que la musique ou les activités manuelles. Les mathématiques, ayant quitté le domaine de l'outil, sont entrées dans celui de l'art abstrait. Qu'elles réservent de hautes jouissances à ses chercheurs, je n'en doute pas, mais qu'elles deviennent mesure d'un enseignement moderne, c'est assez inquiétant.

Philippe GROSSEL.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

SALLE DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

116, rue de l'Hôpital-Militaire

59 - LILLE

Le vendredi 14 janvier à 20 h 30
Francis Bertin, Pierre Debray et
G.-P. Wagner, président du Comité
directeur de l'A.F., parleront des
« Fédalités républicaines ou mo-
narchie populaire ».

NICE

Cercle Charles-Maurras, salle Bréa,
4, boulevard Carabacel à Nice, à
20 h 45.

4 janvier : « La Nation, l'Europe et
l'Universel », par M. Delivré, profes-
seur de philosophie.

18 janvier : « Le nationalisme et le
principe des peuples à disposer d'eux-
mêmes », par M. Delivré.

TROYES

Conférence de Bertrand Renouvin et
Michel Giraud le 8 janvier, 10, rue
Arago, à Sainte-Savine.

VERSAILLES

Fête des Rois, 27, rue Saint-Louis, le di-
manche 9 janvier à 15 heures. Jean-
François Chiappe parlera de « Cadou-
dal ».

RENNES

Permanence étudiante tous les jeudis à
partir de 16 heures, 16, rue de Château-
dun (1^{er} étage), entrée sous le porche.

NEUILLY

Permanence tous les lundis, de 17 à
19 heures, au café du Parc, angle boule-
vard d'Argenson et rue de Chezy.

Pour tous renseignements, n'hésitez pas
à prendre contact avec nos correspondants
ou à leur écrire :

PARIS ET RÉGION PARISIENNE

PARIS et autres départements non cités :

La Nouvelle Action Française
17, rue des Petits-Champs - Paris-1^{er}
(4^e ét.), Tél. 742-21-93 (métro : Palais-
Royal et Bourse).

HAUTS-DE-SEINE :

Rueil : Pierre Brumeaux, 8, rue des Go-
dardes.

Bourg-la-Reine, Sceaux, Antony : Cercle
à 18 heures et permanence à 19 heures,
le jeudi au Café Condorcet à Bourg-la-
Reine (à 5 mn de la gare).

SEINE-SAINT-DENIS :

J. Giraud - 109, avenue du Président-
Wilson, 93 - Plaine-Saint-Denis.

VAL-DE-MARNE :

Permanence le jeudi, à 15 heures, au
Café « Les Cascades », à la Porte Do-
rée.

VAL-D'OISE :

G. Cordin - 8, rue Schaeffer, 95 - Deuil-
la-Barre.

FÉDÉRATIONS

NORD - PAS-DE-CALAIS :

Permanence à Lille au Bar du Nord (sur
la Grand'Place) le jeudi à 14 heures
(pour les étudiants et les lycéens) et le
samedi de 17 à 19 heures.

Thierry Moureau - 40, rue Decrom-
becques, 62 - Lens.

BRETAGNE (Finistère, Morbihan, Côtes- du-Nord, Ille-et-Vilaine) :

M^{lle} Yolande de Prunelé - Château de
Trécesson, 56 - Campeneac.

Permanence le jeudi à 16 heures, au
local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} ét.,
entrée sous le porche) à 35 - Rennes.

Jean de Monneron - Bel Air - Aucealeuc,
22 - Dinan.

DAUPHINE-SAVOIE (Isère, Savoie, Hau- te-Savoie, Drôme) :

La Nouvelle Action Française
4, square des Postes, 38 - Grenoble.

DÉPARTEMENTS

AISNE :

M^{lle} M.-F. Coustenoble - 19, rue de Char-
leville, 02 - Hirson.

ALPES-MARITIMES :

M. Kervignac - 27, rue Aurelienne,
06 - Cannes-La Bocca.

ARDENNES :

J.-P. Helluy - 34, rue Porte-de-Bourgo-
gne, 08 - Charleville-Mézières.

AUBE :

La Nouvelle Action Française - B.P. 14,
10 - Saint-André-les-Vergers.

BOUCHES-DU-RHÔNE :

Marseille : Jacques de Crémiers c/M^{me}
de Peslouan, Le Corbusier 701, 13 - Mar-
seille-8^e.

Aix-en-Provence : Franck Charriol - 9, av.
Victor-Hugo, 13 - Aix.

Cercle lycéen : le vendredi de 16 à
19 heures, chez Olivier Girard, 26, rue
Venel, 13 - Aix.

Cercle étudiant : le jeudi, de 20 h 30
à 22 heures, chez Antoine Maurin, rue
Papassandi, 13 - Aix.

CHARENTES :

Philippe Thomas, B.P. 242, 16 - Angou-
lême-Louvel.

HAUTE-GARONNE et départements limi- trophes :

Philippe Ricalens - Le Colombier,
09 - Saint-Lizier.

GIRONDE :

N.A.F. - J.-J. Boisserolle, B.P. 37,
33 - Bordeaux-01.

Permanence le jeudi, de 17 h 30 à
18 h 30, et Cercle, de 21 heures à
22 h 30, au Café Français, place Pey-
Berland.

INDRE-ET-LOIRE :

N.A.F. - B.P. 49, 37 - Tours (Rives du
Cher).

LOIRET :

Guy Lemaignan - 12, rue Eudoxe-Marcil-
le, 45 - Orléans.

MARNE :

Noël Noizet, 8, rue Thiers - 51 - Reims.

SARTHE :

M. de Lavarène - 85, rue Chanzy, 72 - Le
Mans.

Permanence au 5, rue Saint-Pavin-de-la-
Cité, 72 - Le Vieux-Mans.

SEINE-MARITIME :

N.A.F. - S.C.I.C. - 39, rue de Fontenelle,
76 - Rouen.

Jérôme Faure, 3, rue Marcel-Ginouvier,
76 - Le Havre.

VAR :

Fabrice O'Driscoll - « La Caravelle »,
route de Pierre-plane, 83 - Bandol.

HAUTE-VIENNE :

Permanence le mardi, de 16 à 19 heu-
res, au « Centre Turgot », 43, Cours Bu-
grand, 87 - Limoges.

ESSONNE

91 - VALLEE DE CHEVREUSE

Cercle d'études lycéen : M^{lle} Isabelle
Rousseau, 1, allée des Capucines, 91 -
Massy.

NAF - TÉLEX

● CONTRE LA TOUR MONTPARNASSE.

— Protestations de la Commission des mo-
numents et paysages du Touring-Club de
France, l'association nationale pour la pro-
tection des villes d'art, la ligne urbaine et
rurale : « ... la construction de cet immense
gratte-ciel qui, dominant tout le Paris his-
torique de sa masse, et n'ayant d'autre sym-
bole que d'être le siège social des sociétés
les plus disparates, apparaîtra comme la
plus grave atteinte à la beauté de Paris et
un défi à sa personnalité. » Et nos associa-
tions de demander que l'opinion publique
« soit pleinement et loyalement informée ».
La bonne blague ! La coalition des intérêts,
le pouvoir de l'argent, sont trop forts dans
ce régime pour que l'opinion soit informée
et pour que la beauté soit respectée. Les
protestations de ce genre sont platoniques.
Face à l'urbanisme sauvage, tôt ou tard
surgira une contestation sauvage...

● SCANDALES. — Le *Nouvel Observateur*
fait la rétrospective des scandales de ces
derniers mois. La liste est assez impression-
nante. La Garantie foncière, le Patrimoine
foncier, la Civile immobilière, les Fourra-
des, la M.G.C.I.A., sans compter les affaires
d'espionnage et de drogue, de fraude fiscale,
les histoires de la rue de l'Abbé-Groult, de
trafic de fausses factures, de publicité clan-
destine à l'O.R.T.F. Encore faudrait-il rap-
peler pour mémoire les affaires de Puteaux,
de la Villette, du Parc des Princes, l'affaire
de la rue Didot, celle de l'Ile de Ré, l'affaire
Debarge, etc. La belle année républi-
caine ! Cela va-t-il continuer en 1972 ? Jus-
qu'ici la majorité a été touchée... Selon le
Canard Enchaîné, c'est au tour de l'extrême-
droite, celle, il est vrai, qui touche et a
toujours touché au régime. Nous ne sommes
pas étonnés...

le tournant manqué des années 30

Il est bien que les choses soient claires. Jamais, depuis que j'écris dans la presse d'Action française, je n'ai défini de « positions officielles ». Je ne prétends à rien, qu'à donner à réfléchir. Aujourd'hui, cela ne me rend pas les choses faciles. La situation présente de notre école incite au manichéisme. Tous les bons d'un côté, tous les méchants de l'autre et le mauvais côté est toujours celui de l'Autre ; cet autre, affublé de la majuscule réservée au diable.

L'avenir pourtant n'est jamais manichéen. Sans cesse, il rebat les cartes pour d'autres parties. Une action française, par définition, n'est pas de l'ordre de l'Être mais du Faire ; ce n'est pas une essence, c'est une existence, au sens de Heidegger et non point de Sartre, un projet, une aventure.

Ek-sister : se tenir par de là soi-même. Maurras disait cela beaucoup mieux : « La vraie tradition est critique », ce qui signifie, si les mots ont encore un sens, que la tradition ne consiste pas à prolonger le passé, par une simple extrapolation, qu'il faut bien plutôt le contraindre à comparaître devant le tribunal de la raison pratique, pour trier ce qui est vivant ou vivificateur et ce qui est mort ou morticole. Par une étrange lubie, depuis des années nous passions tout au crible de l'empirisme organisateur, absolument tout, sauf notre action française.

En quoi nous commettions l'inconséquence que nous reprochions aux communistes. Ceux-ci condamnaient le stalinisme, d'un point de vue moral, donc idéaliste, faute d'avoir le courage d'interpréter la société soviétique en fonction du matérialisme dialectique. S'ils avaient eu ce courage, il leur aurait fallu découvrir que la suppression de la propriété privée des biens de production aboutissait à leur appropriation collective par la « nouvelle classe » bureau-technocratique. Ce qui aurait aboli leur espérance.

Nous n'avions pas cette excuse. L'angoisse secrète qui paralyse les communistes au seuil d'un examen critique de leur tradition s'explique aisément puisqu'une tradition révolutionnaire se nie en se critiquant. Elle se renverse dialectiquement en contre-révolution. Mais nous nous prétendions des contre-révolutionnaires, nous affirmions superbement que la contre-révolution ne peut se dialectiser. De quoi donc avions-nous peur ? Plus précisément, pour ne parler que de moi, de quoi avais-je donc peur ?

Le malheur des temps nous avait sans doute traumatisés. Nous nous savions si peu nombreux que nous craignons tout ce qui risquait de nous diviser. Il y a beaucoup de cela dans mon cas. Nous confondions parfois le beau souci de l'unité avec un instinct de conservation qui nous rendait conservateurs de structures qui nous détruisaient lentement, presque insensiblement.

Essayons d'être lucides jusqu'au bout. Parfois il nous arrivait de nous demander si Maurras lui-même, à certains moments, n'avait pas infléchi le mouvement dans la mauvaise direction. Aussitôt nous refoulions la question interdite, comme s'il s'agissait d'un sacrilège. Tout se passait comme si Maurras aurait cessé d'être Maurras s'il n'avait été infallible. Qu'importait qu'il ait toujours refusé, de son vivant, toute prétention à une autorité charismatique. Nous en étions venus à l'embaumer, tout comme les communistes l'ont fait de Lénine. Du coup, nous nous conduisions en idéologues du maurrassisme.

Certes les circonstances, là encore, sont atténuantes. Maurras était tellement attaqué, vilipendé, déformé, travesti, que nous en venions à le défendre inconditionnellement. Aurions-nous osé mettre en question tel ou tel point de son action ou de sa pensée que nous aurions eu le sentiment de le trahir au profit d'ennemis implacables et sornois. Ce n'était d'ailleurs pas tellement faux. Je me souviens de la joie malsaine qu'affichait Jean-Marie Domenach parce que l'un de nos anciens amis lui avait concédé qu'après tout Maurras avait eu tort d'affirmer de façon péremptoire la culpabilité de Dreyfus. Ce jour-là je me suis découvert une âme de dreyfusard.

Il ne faut pas oublier non plus que Maurras éduquait son public, jour après jour, grâce à sa « politique ». J'ai toujours été émerveillé de la sûreté de jugement que manifestaient ses anciens lecteurs. Depuis 1944 néanmoins, cet enseignement n'était pas dispensé. Et pourtant il fallait, vaille que vaille, le prolonger. Nous avions conscience qu'il n'y aurait plus de nouveau Maurras, qu'il ne pouvait pas se lever un successeur de sa taille. Cette humilité, en soi bienfaisante, avait sa contrepartie. Elle entretenait la paresse intellectuelle. Nous demandions à Maurras des formules, non des leçons. Chacun d'entre nous s'était fabriqué son petit Maurras de poche, son « petit livre rouge », ou plutôt blanc, mais rouge ou blanc c'était toujours un catéchisme.

Il me semble que nous sommes arrivés à un tournant. Un livre tel que « L'âge d'or du maurrassisme » atteste que de jeunes chercheurs abordent désormais l'Action Française sans préjugés. Ils engagent cet examen critique que nous n'avions pas osé entreprendre. Nous risquons, si nous n'y prenons garde, d'en arriver à la situation malheureuse des études marxistes. Les meilleurs « maurrassologues » cesseront de se recruter parmi les « maurrassiens ». Les colloques d'Aix montrent que la tendance est plus qu'amorcée. Cependant, l'accueil fait à « L'âge d'or du maurrassisme » par les « maurrassiens » de toutes obédiences, me paraît encourageant. Il y a dix ans, son auteur aurait reçu une volée de bois vert.

Aujourd'hui il n'est plus impie de se

demander si l'alliance des nationalistes intégraux et des catholiques traditionalistes n'a pas été payée trop cher. L'école d'Action Française, en acceptant de n'avoir, en matière sociale, d'autre doctrine que celle de l'école de La Tour du Pin, a renoncé à poursuivre ses propres recherches, et à utiliser, dans ce domaine, l'empirisme organisateur. Une tentative comme celle du cercle Proudhon, toujours considérée avec défiance, resta sans lendemain.

Finalement tout devait se jouer dans les années trente et l'absence de toute pensée socio-économique condamnera « l'Action française ». Fin de l'après-guerre (de 1914), début de l'avant-guerre (de 1939), l'an 1930 marque le passage d'une ère à une autre. La grande aide économique détruit le capitalisme libéral tandis que surgit, armée et casquée, la nouvelle société bureaucratique dont Hitler, Staline et Roosevelt seront les hérauts. Un puissant mouvement de renouveau se développe, au plan des idées. Avec Robert Aron et surtout Arnaud Dandieu, le fascisme français naît puis meurt, en attendant de ressusciter subrepticement là où nul ne pouvait l'imaginer, sous l'occupation, mais dans la résistance, sous les espèces d'un groupe de technocrates animé par un obscur fonctionnaire du nom de Michel Debré ; Emmanuel Mounier fonde « Esprit » qui va sauver de la sclérose la démocratie chrétienne ; Henri Lefèvre rend au marxisme les apparences de la jeunesse. « L'Action française » est présente, grâce au groupe « réaction » qu'anime Fabrigues mais précisément c'est le seul de ces groupes qui se révèle incapable, en dépit de sa haute tenue intellectuelle, d'analyser la crise de civilisation autrement qu'en termes de morale. De toutes façons, les jeunes hommes que rassemble « Réaction » n'intéressent pas les pontifes de « l'Action française ». Il est d'ailleurs remarquable que si des garçons de grand talent entrent au journal, un Brasillach ou un Rebatet, qui tourneront de la façon que l'on sait, ce sont de purs littéraires, qui ne réagissent qu'avec leur sensibilité aux temps nouveaux.

Bien plus que la « condamnation » de 1927, les années 30 marquent la fin véritable de « L'âge d'or du maurrassisme ».

Pourtant Maurras reste, intact, prince de l'intelligence qui cache, sous son manteau royal, la misère de « l'Action française ». Quand la mort le saisira, la misère apparaîtra, toute nue. Mais l'histoire donne toujours à ceux qu'elle condamne une chance de venir en appel devant son tribunal. Le marxisme, en 1890, était perdu et en 1920, triomphant. Un nouveau tournant se présente. Saurons-nous le prendre avant les autres ? Saurons-nous être les premiers à forger le mouvement politique de l'âge post-industriel ?

Pierre DEBRAY.

(A suivre.)